

## AGIR POUR SAUVER LA FILIERE ADMINISTRATIVE



### **L'activité des pôles RH d'établissement et des régions est en train de disparaître !**

Dès les premières informations connues, nous avons formulé notre opposition au projet de centralisation des prestations familiales et des facilités de circulations visant à créer des agences familles multirégionales. Sans tenir compte de notre avis, la Direction des Ressources Humaines a mis en place une expérimentation sur trois sites :

- Marseille pour les régions de Marseille et Montpellier ;
- Bordeaux pour la région de Bordeaux ;
- Strasbourg pour la région de Strasbourg.

Dans ce cadre, elle s'était engagée sur 3 points :

- L'amélioration de l'information du personnel ;
- La qualité du service et le respect du délai ;
- Le maintien d'une relation privilégiée quelle que soit la distance et sur un haut niveau de confidentialité.

Mais la réalité est toute autre. Contrairement aux affirmations de la direction, la situation est loin d'être idyllique, de nombreux problèmes apparaissent :

- Le manque de proximité alourdit les procédures pour constituer les dossiers ;
- Des difficultés pour joindre le gestionnaire ou pour obtenir des renseignements ;
- Le manque de disponibilité (chaque gestionnaire gère entre 1100 et 1300 agents sans compter les ayants droit, voire le double quand un collègue est absent puisqu'ils travaillent en binôme) ;
- L'acheminement du courrier mal adapté (certains CRT attendent que les sacs soient pleins avant de les envoyer). Ajoutons à cela que les agents doivent poser des repos ou des congés pour se rendre à leur agence pour le traitement de leur dossier.

Mais en plus de la dégradation de service rendu aux cheminots, la véritable motivation de la Direction des Ressources Humaines est d'économiser sur l'emploi des administratifs en réduisant les coûts de gestion.

Alors qu'une pétition nationale unitaire demandant l'abandon du projet de la mise en place des « agences familles » a recueilli plus de 18000 signatures, on constate que la Direction souhaite mettre en place d'autres organisations dont le seul but est de supprimer des emplois.

**Jugeons-en. A terme, 1000 emplois seraient supprimés !**

## **Le schéma directeur RH bouleverse l'organisation actuelle.**

Nous n'en sommes qu'aux prémices, mais quantité de mutualisations se dessinent :

- Prévention des risques,
- SIRH,
- Rémunération,
- Ingénierie de formation,
- Etc....

**Le maître mot de ces projets est : Réduction des coûts de gestion !**

**Les pôles GEF d'établissement sont en train de disparaître.**

Visant une organisation similaire à celle des agences familles, deux projets sont à l'étude l'un à la Direction de l'Infrastructure « CHEOPS », l'autre à la Direction Economie – Finance.

Ces projets visent :

- ↳ Une expérimentation multi-activités regroupant les activités comptables de l'ensemble des établissements dans une entité régionale unique (Région de Tours).
- ↳ Une expérimentation regroupant les seuls comptables Infra/Equipement sur plusieurs régions (la région de Toulouse servant de test).

Dans ce cadre là, le futur pôle GEF d'établissement serait composé d'un contrôleur de gestion et d'un responsable achats-marchés. Il n'y aurait plus d'opérateurs comptables en établissement, ceux-ci étant regroupés au niveau régional.

**Les SRA sont en cours de mutualisation.**

Dans le même ordre, un projet de restructuration de l'ensemble de la fonction Achat est à l'étude et, d'ores et déjà, on constate que les SRA de la région parisienne sont en cours de mutualisation sur un seul site et que pour les autres SRA, ils seront regroupés en multi-régionales avec au passage des suppressions d'emplois et créant la suppression de nombreux emplois d'administratifs.

**Le personnel administratif des ECT est concerné.**

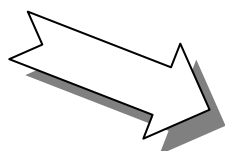
Par le projet CRYSTAL qui prévoit l'externalisation du traitement des procès verbaux. Là encore du personnel en moins.

**Il y a nécessité de préparer une action d'envergure pour sauver la Filière Administrative dont l'avenir est aujourd'hui menacé :**

**Tous les administratifs et les cheminots sont concernés.**

**Ensemble, disons non au démantèlement, à l'éloignement, à la déshumanisation.**

**Nous demandons le retrait de ces projets néfastes,  
le maintien des structures et des emplois.**



**Venez nombreux au rassemblement le 16 juin 2004,  
Place de Budapest à Paris Saint-Lazare à partir de 9H30.**